

UN ATELIER DE FORMATION À TIKJDA (BOUIRA)

«Les jeunes et l'engagement politique»

Poursuivant ses actions de formation et de sensibilisation des jeunes quant à leur rôle au sein d'une société de plus en plus exigeante mais démobilisée, l'association Agir, en collaboration avec la fondation Friedrich Naumann pour la liberté, a organisé, vendredi et samedi à Tikjda, un atelier de formation intitulé «Les jeunes et l'engagement politique : visions, programmes et influences».

Venant de plusieurs wilayas du pays, (Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Constantine, Aïn-Témouchent), une vingtaine de jeunes, filles et garçons, issus du milieu associatif, vont bénéficier pendant ces deux jours d'une formation assurée par deux éminents professeurs universitaires que sont M. Babadji Messaoud, enseignant à la faculté de droit et de sciences juridiques de l'université de Sidi-Bel-Abbès, et de M^{me} Nasséra Merah, doctorante, chercheur et militante pour les droits des femmes.

Pendant ces deux jours, les jeunes auront à débattre différents thèmes tels que «Le parti politique : institution de l'Etat moderne», «Les différents systèmes politiques», «Principes de fonctionnement démocratique d'un parti politique et éléments programmatiques», «La démocratie et l'exclusion des groupes sociaux», «Le leadership et les jeunes : un chef peut-il être un leader ?», «L'exercice du pouvoir en démocratie», «Notions de coalition et d'alliances à travers quelques expériences» et enfin «L'analyse des nouveaux textes de loi relatifs aux partis politiques et aux associa-

tions». Durant la matinée de vendredi, les deux conférenciers ont présenté, avant d'ouvrir les débats, certaines notions concernant la modernité et ses fondements essentiels que sont d'abord la Constitution qui est un contrat entre les gouvernés et les gouvernants, la démocratie qui se caractérise par les élections libres et transparentes et l'alternance au pouvoir, ensuite la reconnaissance de l'ensemble des chartes et conventions internationales relatives aux droits de l'homme et du citoyen et enfin, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Par la suite, un exposé a été donné par M. Babadji concernant les régimes politiques existants à commencer par le régime d'Assemblée, appelé la Constituante où le président de la République et le chef du gouvernement et son staff sont désignés par cette Assemblée élue au suffrage universel. Le cas le plus proche est l'Assemblée constituante qui vient d'être élue en Tunisie. Ensuite, il y a le régime parlementaire où il y a distinction des trois pouvoirs, et où le chef du gouvernement est

issu de la majorité parlementaire et désigné par le chef d'Etat. Un chef d'Etat qui est, explique le conférencier, différent du président de la République qui, lui, doit être élu et non désigné. En clair, un chef d'Etat peut être président de la République, tout comme il peut être un roi.

Ensuite, il y a le régime présidentiel où c'est le président de la République qui est le chef du gouvernement comme c'est le cas au Etas-Unis d'Amérique. Enfin, il y a un régime mixte qui est à mi-chemin entre le régime parlementaire et le régime présidentiel. Comme c'est le cas actuellement dans notre pays bien que la balance, comme l'a si bien rappelé le conférencier, vire plus vers le pouvoir présidentiel que vers le régime parlementaire puisque le Premier ministre désigné par le président de la République n'est que le coordinateur d'une équipe gouvernementale.

Pendant toute la matinée, les jeunes ont débattu surtout de l'expérience algérienne à travers les trois dernières Constitutions de 1989, 1996 et 2008. Tous ont noté la régression dans les concepts, mais le conférencier Babadji a rappelé que le président de la République a promis la révision de cette Constitution pour 2012, en espérant que les amendements faits jusque-là et qui sont rétrogrades, comme celui qui a trait à la levée de la limitation des mandats, puissent être supprimés. En somme, un atelier qui

permet aux jeunes de non seulement débattre et apprendre les notions de démocratie et de militantisme au sein d'un parti politique mais également inculquer ces idées aux autres jeunes à travers leurs associations, afin de, comme le rappellera à plusieurs reprises lors de ses interventions Nasséra Merah, «former le citoyen de demain, capable de faire prévaloir ses droits à travers la Constitution et les lois de la République malgré toutes les violations dont elles font l'objet de la part du pouvoir lui-même».

M^{me} Nasséra Merah, militante très connue et très active surtout dans le combat pour les femmes s'est longuement attardée sur l'expérience algérienne et notamment les notions de modernité et de démocratie que certains comme le FIS voyaient d'un mauvais œil au début des années 1990. D'ailleurs, les expériences des révolutions arabes en cours actuellement reviennent à chaque fois dans les débats.

Y. Y.

GESTION DES ŒUVRES SOCIALES À SKIKDA **Le Cnapest et l'Unpef raflent la mise**

Le Cnapest et l'Unpef remportent 86,23% des voix pour le bulletin n°1 (gestion des œuvres par les commissions de wilaya et nationale) à l'issue du scrutin sur la gestion des œuvres sociales du secteur de l'éducation qui s'est déroulé mercredi au niveau de tous les établissements scolaires au niveau de la wilaya.

Le dépouillement a eu lieu au groupe-ment scolaire d'El-Irchad. Il s'est soldé par l'annonce d'un taux de participation de 90,40%.

Les deux coordinations auront donc à gérer 2000 milliards de centimes. Les trois autres syndicats, l'UGTA, la SNTE et le Snapest, candidats pour le bulletin n°2 (gestion des œuvres par les établissements scolaires), ont remporté un peu plus de 13% des voix exprimées et ont applaudi à la victoire de leurs confrères.

EL-GHEDIR **La gendarmerie met en échec le détournement de 120 tonnes de ciment**

Les éléments de la brigade de gendarmerie d'El-Ghedir, dans la daïra de Azzaba, ont réussi, au cours de la semaine écoulée, à saisir 120 tonnes de ciment destinés à la daïra de Ben Azzouz, alors que les camions qui les transportaient tentaient de les détourner vers la wilaya de Mila.

La première opération a eu lieu le mardi 6 décembre, ayant permis d'intercepter un camion acheminant 80 tonnes vers la wilaya précitée alors que la facture mentionnait que la marchandise devait prendre la direction de Ben Azzouz.

La deuxième opération a eu lieu jeudi 8 décembre, et la quantité saisie était, cette fois-ci, de 40 tonnes.

Zaid Zoheir

AÏN-DEFLA

Vols simulés de véhicules acquis par le biais de l'Ansej

Depuis quelque temps, de nombreux vols de véhicules acquis au moyen d'aides octroyées par l'Ansej ont été signalés ici et là par certains des bénéficiaires de cette structure d'aide à l'emploi des jeunes.

Pour élucider ce phénomène, les services de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Aïn-Defla ont ouvert une enquête après la déclaration de vol d'un véhicule de marque Renault Master faite par son propriétaire, le dénommé B. S., âgé de 28 ans, en date du 8 novembre dernier, résidant à Alger. Les investigations des policiers menées dans le cadre de l'enquête ont permis d'établir

qu'il s'agissait là d'un vol simulé après que la preuve eut été établie qu'il avait fait une fausse déclaration quant à sa présence le jour et à l'heure indiquée sur le lieu où le vol présumé a été commis. Confondu par des preuves accablantes, le déclarant a reconnu que son véhicule, acquis par le biais de l'Ansej, n'avait pas été volé mais qu'il l'avait lui-même «désossé» pour le faire disparaître en le reven-

dant en pièces détachées et ainsi échapper au remboursement du crédit alloué d'une part et bénéficier aussi du montant de l'assurance contractée.

Il a reconnu aussi avoir confié les pièces détachées au duo M. H., 23 ans, résidant à Alger, et L. F., 24 ans, demeurant à Boumerdès. Munis d'une extension des prérogatives octroyées par le procureur de la République, les enquêteurs se sont déplacés sur les hauteurs de la capitale, notamment à Bouzaréah, et opéré une perquisition au domicile de M. H., une opération qui ne s'est pas avé-

rée vaine puisque les pièces détachées du véhicule prétendument volé étaient entreposées dans ce domicile.

Sous les chefs d'accusation de fausse déclaration de simulation de vol, d'abus de confiance, de dissimulation de biens hypothéqués, les 3 mis en cause ont été présentés au parquet jeudi dernier. Le principal accusé, en l'occurrence B. S., a été placé en détention provisoire par le juge d'instruction près le tribunal de Aïn-Defla. Les autres, après avoir été entendus, ont été placés sus contrôle judiciaire.

Karim O.

NAÂMA

Auto-école dispense des cours devant un établissement scolaire à Aïn-Sefra

Les associations des parents d'élèves des CEM Bouamama, Khawarizmi et Internat primaire appellent les autorités locales à mettre fin à l'anarchie des auto-écoles qui donnent des cours de conduite devant les portails d'entrée de ces établissements scolaires.

Plusieurs accidents ont été évités de justesse, surtout les jours des examens du permis de conduire, durant lesquels les

élèves trouvent d'énormes difficultés à accéder aux établissements, a indiqué le président de l'association du CEM

Bouâmama. «Notre requête adressée dernièrement au premier responsable de la commune est demeurée sans suite. Ils attendent l'irréparable pour réagir.»

«Ces écoles qui enseignent la conduite automobile ne doivent en aucun cas squatter les lieux publics, principalement devant

les établissements scolaires ; les autorités ne doivent pas attendre qu'un accident se produise pour intervenir», dira en substance un enseignant. En attendant une mesure des autorités pour libérer ces espaces, les auto-écoles continuent à poser leurs jalons pour créneau devant les portails des écoles.

B. Henine

UNIVERSITÉ DE BLIDA

Un étudiant en grève de la faim sauvé de justesse

Les étudiants en pharmacie à l'université Saâd-Dahleb de Blida sont entrés, jeudi dernier, en grève par solidarité avec leur camarade qui observe, depuis quelques jours, une grève de la faim, et ce, pour dénoncer son exclusion de la part de son professeur de

botanique, lequel a rejeté sa justification médicale prouvant son hospitalisation au CHU Frantz-Fanon. Le gréviste de la faim n'a pas voulu mettre fin à sa contestation. Il est tombé dans le coma en raison d'une hypoglycémie et d'une grave chute de tension arté-

rielle qui a obligé les éléments de la Protection civile de le transporter en urgence à l'hôpital. Ses camarades ont refusé de poursuivre les études jusqu'à ce que l'administration le réhabilite dans ses droits.

M. B.